



**CANADA  
PROVINCE DE QUÉBEC  
MUNICIPALITÉ DE LAMARCHE**

Extrait du procès-verbal de la séance ordinaire tenue à huis clos des membres du Conseil de la Municipalité de Lamarche tenue le lundi, 1 février 2021 à 19 h. la Mairie de Lamarche sous la présidence de Madame Lise Garon, mairesse, et à laquelle il y avait quorum légal. (

**PRÉSENCES :**

Mesdames les conseillères Lyne Bolduc, Sandra Girard et Johanne Morissette,  
Messieurs les conseillers Martin Bouchard, Pierrot Lessard et Michel Morin

Et Madame Myriam Lessard, directrice générale et secrétaire -trésorière

---

**ADOPTION DU RÈGLEMENT 1003-21 SUR LE SYSTÈME D'ALARME**

*(Résolution 45-02-21)*

**CONSIDÉRANT QUE** le projet de règlement 1005-21 a été déposé et présenté par le conseil municipal lors de la séance ordinaire tenue le 11 janvier 2021

**CONSIDÉRANT QU'**une copie du projet de règlement 1005-21 a été remise aux membres du conseil à l'intérieur des délais prévus à l'article 356 de la *Loi sur les cités et villes*;

**CONSIDÉRANT QUE** tous les membres du conseil présents déclarent avoir lu le règlement et renoncent à sa lecture;

**CONSIDÉRANT QUE** mention est faite de l'objet du règlement et de sa portée;

**IL EST PROPOSÉ PAR** madame la conseillère Sandra Girard  
**APPUYÉ PAR** madame al conseillère Lyne Bolduc  
**ET RÉSOLU**

**D'ADOPTER** le règlement 1005-21 concernant les systèmes d'alarme"

**ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS-ÈRES**

**PROJET DE RÈGLEMENT 1005-21**  
**RÈGLEMENT SUR LES SYSTÈMES D'ALARME**

**ARTICLE 1 : PRÉAMBULE**

Le préambule ci-dessus fait partie intégrante du présent règlement.

**ARTICLE 2 : DÉFINITIONS**

Pour les fins du présent règlement, les mots et expressions suivants signifient :

« Fausse alarme » :

Alarme déclenchée inutilement;

« Lieu protégé » :

Un terrain, une construction, un ouvrage protégé par un système d'alarme;

« Système d'alarme » :

Tout appareil ou dispositif destiné à avertir de la présence d'un intrus, à avertir de la commission d'une effraction, d'une infraction ou d'une tentative d'effraction ou d'infraction, ou d'un incendie, dans un lieu protégé situé sur le territoire de la municipalité;

« Utilisateur » :

Toute personne qui est propriétaire, locataire ou occupant d'un lieu protégé.

### ARTICLE 3 : APPLICATION

Le présent règlement s'applique à tout système d'alarme, incluant les systèmes d'alarme déjà installés ou en usage le jour de l'entrée en vigueur du présent règlement.

### ARTICLE 4 : PERMIS ET INFORMATION

Tout propriétaire de bâtiment ou utilisateur doté d'un système d'alarme incendie exigé en vertu du *Code national du bâtiment (CNB)* ou du *Code de construction du Québec (CCQ)* (logements multiples, entreprises, écoles, etc.) doit :

- Inscrire le nom de trois personnes ainsi que leur numéro de téléphone à l'intérieur du panneau du système d'alarme afin de pouvoir les rejoindre en tout temps en cas d'urgence;
- Informer la centrale de surveillance privée lorsque le système d'alarme fait l'objet d'essais ou de travaux qui pourraient interrompre son fonctionnement. Il est obligatoire de l'aviser avant le début des travaux et lorsque ceux-ci sont terminés;
- Maintenir en bon état de fonctionnement son système d'alarme advenant que le bâtiment soit vacant.

Tout utilisateur doit donner les informations à jour à la centrale de surveillance privée qui est reliée à tout système d'alarme desservant son immeuble sur les personnes à rejoindre.

### ARTICLE 5 : INTERRUPTION

L'utilisateur doit aviser le Service de prévention des incendies, le personnel de surveillance du bâtiment, s'il y a lieu, et les occupants, que les systèmes de protection contre l'incendie, y compris les systèmes d'alarme incendie, les systèmes de gicleurs et le réseau de canalisations d'incendie, doivent faire l'objet d'essais ou de travaux qui ont pour effet d'interrompre le fonctionnement du système ou de le réduire et leur durée.

### ARTICLE 6 : UTILISATION RESTREINTE

Il est interdit d'utiliser un système d'alarme dont le déclenchement provoque la composition d'un appel téléphonique au Service de police.

### ARTICLE 7 : SIGNAL

Il est interdit d'utiliser un système d'alarme conçu pour émettre un signal sonore à l'extérieur du lieu protégé pendant plus de dix minutes consécutives.

### ARTICLE 8 : INSPECTION

Toute personne doit, avant de communiquer avec la Sûreté du Québec pour requérir une intervention policière à la suite du déclenchement d'une alarme contre l'intrusion, prendre tous les moyens raisonnables afin de s'assurer qu'il ne s'agit pas d'une fausse alarme.

À défaut, tout agent de la paix est autorisé à pénétrer dans tout lieu protégé par un système d'alarme si personne ne s'y trouve, aux fins d'interrompre le signal sonore dont l'émission dure depuis plus de dix minutes consécutives.

À la suite de l'appel mentionné au premier alinéa, lorsqu'un représentant de la Sûreté du Québec a constaté à l'endroit où l'alarme a été déclenchée qu'il s'agissait d'une fausse alarme ou lorsque le Sûreté du Québec en a été autrement informée, la personne qui a logé cet appel ou le propriétaire ou locataire de l'immeuble est présumée ne pas avoir pris tous les moyens raisonnables pour s'assurer que l'alarme ne constituait pas une fausse alarme.

La présente disposition est applicable au Service de prévention des incendies de la municipalité et ses pompiers, avec les ajustements nécessaires.

### ARTICLE 9 : FRAIS

La municipalité est autorisée à réclamer de tout utilisateur d'un système d'alarme les frais engagés par celle-ci en cas de défectuosité ou de mauvais fonctionnement d'un système d'alarme ainsi qu'en cas de test sur tout système, sans avoir donné d'avis préalable au Service concerné, selon l'article 6, dont notamment et non limitativement, les frais encourus pour tout déplacement aux fins de pénétrer dans un immeuble conformément à l'article 12.

**ARTICLE 10 : BON ÉTAT**

Tout(e) personne doit maintenir en bon état de fonctionnement, le système d'alarme installé dans un lieu protégé.

**ARTICLE 11 : INFRACTION**

Toute contravention au présent règlement constitue une infraction.

Constitue une infraction et rends l'utilisateur passible des amendes prévues au présent règlement :

- a) Tout déclenchement au-delà du deuxième déclenchement du système au cours d'une période consécutive de douze mois pour cause de défautuosité, de mauvais fonctionnement ou d'alarme non fondée;
- b) Au-delà du premier déclenchement pour tout système d'alarme incendie au cours d'une période consécutive de douze mois lorsque la cause dudit déclenchement est un test sur ledit système.

**ARTICLE 12 : PRÉSUMPTION**

En outre, aux fins du présent règlement, le déclenchement d'un système d'alarme est présumé, en l'absence de preuve contraire, être pour cause de défautuosité, de mauvais fonctionnement ou alarme non fondée, lorsqu'aucune preuve ou trace de la présence d'un intrus, de la commission d'une infraction, d'un incendie ou d'un début d'incendie n'est constatée sur les lieux protégés lors de l'arrivée de l'agent de la paix, des pompiers ou de l'officier chargé de l'application du présent règlement.

**ARTICLE 13 : APPLICATION**

Le Conseil autorise de façon générale tout agent de la paix et le directeur du Service de prévention des incendies à entreprendre des poursuites pénales contre tout contrevenant à toute disposition du présent règlement, et autorise généralement en conséquence ces personnes à délivrer les constats d'infraction utiles à cette fin.

La Sûreté du Québec et leurs agents de la paix ainsi que le Service de prévention des incendies et leurs représentants sont chargés de l'application du présent règlement.

**ARTICLE 14 : INSPECTION**

Le responsable de l'application du présent règlement est autorisé à visiter et à examiner, à toute heure raisonnable, toute propriété mobilière et immobilière, ainsi que l'intérieur et l'extérieur de toute maison, bâtiment ou édifice quelconque, pour constater si le présent règlement y est exécuté, et tout propriétaire, locataire ou occupant de ces propriétés, maisons, bâtiments et édifices, doit le laisser y pénétrer.

**ARTICLE 15 : AMENDES**

Quiconque contrevient à l'une quelconque des dispositions du présent règlement commet une infraction et est passible d'une amende minimale de 100 \$ et maximale de 2 000 \$.

Quiconque contrevient au deuxième alinéa de l'article 11 du présent règlement commet une infraction et est passible d'une amende de :

- Pour un utilisateur résidentiel : 50 \$;
- Pour tout autre utilisateur : 100 \$.

Dans tous les cas, les frais de poursuite sont en sus.

Les délais pour le paiement des amendes et des frais imposés en vertu du présent article et les conséquences du défaut de payer lesdites amendes et les frais dans les délais prescrits sont établis conformément au *Code de procédure pénale du Québec (L.R.Q., c. C-25.1)*.

Si une infraction dure plus d'un jour, l'infraction commise à chacune des journées constitue une infraction distincte et les pénalités édictées pour chacune des infractions peuvent être imposées pour chaque jour que dure l'infraction, conformément au présent article.

**ARTICLE 16 : REMPLACEMENT**

Le présent règlement remplace le règlement 1005-05 et ses amendements, concernant les systèmes d'alarme.

**ARTICLE 17 : ENTRÉE EN VIGUEUR**

Le présent règlement entre en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 2021.

Copie certifiée conforme, donnée à Lamarche, ce douzième jour de février 2021



---

Magyline Lassard

Directrice générale et secrétaire-trésorière  
MUNICIPALITÉ DE LAMARCHE

Avis de motion :	11 janvier 2021
Adoption du règlement :	01 février 2021
Avis de promulgation :	24 février 2021
Entrée en vigueur :	01 mars 2021